

BOUIRA

Démission collective de huit élus à l'APC d'El Adjiba

La crise qui secoue l'APC d'El Adjiba, cette commune située à 26 kilomètres au sud-est de Bouira, n'est pas prête de s'estomper. Bien au contraire.

Ainsi, après les blocages des premières années de l'actuelle mandature ; blocages qui ont été ponctués en 2014 par un retrait de confiance à l'ex-P/APC avec 10 élus sur les 15 que compte l'APC — un retrait de confiance, considéré

en son temps beaucoup plus comme un geste politique qu'autre chose, dans le nouveau code de la commune, aucun article de loi n'évoque ce cas de figure — ; l'ex-P/APC a fini par être rattrapé par certaines affaires qui ont fini par

avoir raison de lui, en se voyant condamné à une année de prison ferme dans une affaire liée aux avis d'appel dans les marchés publics .

Suite à cette condamnation, le wali et en se basant sur l'article 43 du code de la commune a immédiatement procédé à son limogeage.

A l'époque, d'aucuns pensaient que la commune d'El Adjiba allait enfin repartir de bon pied, d'autant

que tous les élus à l'époque, affichaient leur intention d'œuvrer pour le bien de leurs concitoyens.

Quelques jours plus tard, lors de l'élection d'un nouveau P/APC, un couac, surgi en pleine élection, au sein de ces élus, allait relancer la polémique et la dissension. Les élus indépendants d'une même liste qui compte sept élus, se sont vus trahis par certains élus des

autres formations politiques. Depuis, c'est de nouveau le blocage.

Toutes les délibérations sont systématiquement rejetées et de fait, ce fut le wali qui usait à chaque fois de ses prérogatives en faisant passer les délibérations par arrêts.

Récemment, et après que ces élus de l'opposition eurent la certitude que les responsables au niveau de la wilaya ne sont guère réceptifs à leurs doléances en ne prenant plus en compte leurs multiples courriers faisant état de la mauvaise gestion de leur commune, ni les multiples violations de la loi par l'actuelle équipe ; ces élus de l'opposition au nombre de huit, soit les sept de la liste des indépendants auxquels est venu s'ajouter un autre élu du parti Al Moustaqbal ; ces élus ont décidé de remettre au wali une démission collective.

Une démission qualifiée au niveau de la wilaya de Bouira comme une première, un cas inédit qui sera soumis au wali et auquel, selon nos informations, il y a en l'espèce un vide juridique ; un cas inédit de la jurisprudence comme le qualifie certains cadres de la wilaya.

Que fera le wali face à cette situation ? Ira-t-il jusqu'à la dissolution de l'APC d'El Adjiba ou continuera-t-il à la gérer par décret via des délibérations qu'il signe sous forme d'arrêtés ? Ou donnera-t-il les pleins pouvoirs aux sept élus restants au niveau de cette APC pour la gérer pleinement ?

Y. Y.

BÉJAÏA

Les sièges des APC de Tazmalt et d'Akbou fermés par des citoyens

Les actions radicales de fermeture des sièges des APC se suivent et se ressemblent à travers la wilaya de Béjaïa, avec le même lot de revendications des citoyens qui se plaignent de la dégradation des conditions de vie dans leurs cités.

Dans la journée d'hier, pas moins de deux sièges d'APC ont été cadenassés par des manifestants dans la wilaya de Béjaïa. Il s'agit des municipalités de Tazmalt et d'Akbou où les assemblées élues sont bloquées depuis plusieurs mois pour cause de divergences entre les élus de l'opposition et le maire. A Tazmalt, des citoyens en furie ont investi le siège de leur APC qu'ils ont fermé pour

dénoncer la «mauvaise gestion du maire», a-t-on fait savoir. Les citoyens protestataires ont interpellé la première autorité de la wilaya pour mettre un terme à la situation de crise qui secoue l'APC depuis de très longs mois. La même protestation est observée à Akbou.

Exacerbés par la crise ouverte qui perdure au sein de leur APC depuis plusieurs mois, compromettant ainsi toute perspective de développement dans leur cité, une foule importante de citoyens de la commune d'Akbou est revenue hier à la

charge en procédant à la fermeture du siège de la municipalité pour exiger «le départ de l'exécutif et de l'ensemble des élus municipaux».

Les différents services de la municipalité d'Akbou ont été bloqués par des citoyens protestataires qui réclament du wali de Béjaïa «la dissolution de l'APC et le départ des 23 élus» et la mise en place d'une commission d'enquête sur la gestion «douteuse» des affaires de la commune.

Il convient de signaler que pour cause de blocage de l'APC, ce sont 644 projets qui attendent un début de réalisation ainsi que près de 600 milliards de centimes qui sont gelés dans les caisses de cette deuxième importante commune de la wilaya après celle du chef-lieu de wilaya, la

municipalité de Béjaïa.

«La solution à cette crise passe par la dissolution de l'assemblée et le départ de l'ensemble des élus. Notre commune dispose de plus de 600 milliards de centimes sans que cela puisse profiter aux citoyens. Le marché, le foncier et même les routes ont été squattés. Plus de 600 projets accordés à la commune n'ont pas encore vu le jour. Aujourd'hui, on dit basta ! A quoi sert cette assemblée ?», s'indignent de nombreux citoyens protestataires.

Il faut rappeler qu'une imposante marche populaire a été organisée la semaine écoulée à Akbou à l'appel d'un collectif de citoyens de la commune, avec les mêmes mots d'ordre exigeant «la dissolution de l'APC».

A. Kersani

ANNABA

Ouverture officielle de la saison estivale 2016

Contrairement aux années précédentes, le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2016 à Annaba a été donné, samedi en fin d'après-midi, à partir du cours de la Révolution par le wali Youcef Chorfa, en présence des autorités locales.

Ce cours mythique de l'antique Hippone avait, dès la matinée, été préparé pour la cérémonie.

Des stands destinés à l'accueil de la délégation officielle et des visiteurs ont été érigés par diverses institutions dont la Protection civile, la Conservation des forêts, l'Office national du tourisme, la Chambre de l'artisanat, des agences de voyages et de tourisme. Les Directions locales du tourisme, de la culture, de la jeunesse et des sports ainsi que l'Office communal chargé de la culture et du tourisme étaient associés à

cette fête annuelle. Du matériel spécifique aux interventions des sapeurs-pompiers pour les secours en mer mais aussi sur terre pour la lutte contre les feux de forêt ; des quads (engin à quatre roues) utilisés par la police sur les plages urbaines telles Rezgui-Rachid ex-Saint-Cloud, Rizi-Amor ex-Chapuis et du Lever de l'Aurore était exposé pour la circonstance. Les agents de police affectés à cette tâche, dans le cadre du plan bleu, le font en tenue blanche légère mais réglementaire. Avec une présence remarquée, le corps de la

Gendarmerie nationale qui assure la sécurité des personnes et des biens dans les lieux de sa compétence (hors zones urbaines) prenait également part à la cérémonie.

Dans une courte déclaration, le chef de l'exécutif de la wilaya a mis l'accent sur la sécurité des citoyens et la quiétude des personnes qui fréquentent les plages représentant des familles locales ou venant de plusieurs wilayas du pays. Il annoncera à ce propos la couverture, à partir de ce mois de juin, d'une bonne partie de la ville en vidéo-protection, précisant que l'opération sera étendue dans les prochaines semaines à d'autres cités et agglomérations de la wilaya. «L'occupation de l'espace des plages par des loueurs de para-

sols, chaises et tables est strictement interdite. Celui-ci est réservé entièrement au public et à lui seul», affirmera le premier responsable de la wilaya.

La cérémonie a pris fin avec la réouverture au public de l'hôtel d'Orient, après plusieurs années de fermeture pour réhabilitation.

Situé sur le cours de la Révolution, cette infrastructure d'accueil réputée durant la période coloniale et même plusieurs années après l'indépendance dispose, dans un cadre convivial et moderne, de 56 chambres, 6 suites totalisant quelque 109 lits, 1 restaurant, 1 self-service, une cafétéria, une terrasse-jardin et une autre terrasse sur le cours.

A. Bouacha

EMPLOI

9^e édition du forum du recrutement à Koléa

Plusieurs étudiantes et étudiants, en cours et en fin de formation universitaire, nous ont expliqué leurs attentes lors de cette 9^e édition du forum de recrutement et de l'entrepreneuriat avec une certaine d'attentes.

Ce fut le D' Bahamed, le directeur des relations extérieures et responsable de la formation continue de l'Ecole des hautes études commerciales, sise à Koléa, qui a été l'organisateur de cette 9^e édition du forum de recrutement dédiée aux emplois et stages, et qui nous expliqua les objectifs de cet événement où plus de 100 entreprises et organismes publics et privés, furent conviés à participer, à l'instar des banques, des

assurances, la Bourse d'Alger, Kahrakib, Inerga, Kanaghaz, Sonelgaz, Air Algérie, Naftal, Cosider, l'Ansej, Renault, la Chambre de commerce et de plusieurs autres participants. Plusieurs candidates et candidats que nous avons rencontrés lors de ce Forum, à l'instar de Fatima, 22 ans, spécialisée en distribution, Salah, 21 ans, étudiant en marketing, Lamia, 22 ans et Leila une spécialiste en finances et comptabilité nous ont

expliqué que la finalité consisterait dans une première phase à obtenir des rendez-vous pour entretien, à l'issue desquels une convention sera signée. Cependant, la réussite de cette opération de recrutement serait facilitée par le biais d'un accompagnement formalisé et orienté par un organisme agréé par l'Etat, chargé de la prospection des compétences, mais aussi sous-tendue par l'existence d'une banque de données où figurent des milliers d'entreprises nationales et internationales.

Cet organisme d'accompagnement et de prospection, l'entreprise EmploiPartner, disposerait d'une

banque de données concernant plus de 650 000 C.V, qui sont mis à la disposition des Entreprises nationales et internationales.

Ce fut M^{me} Lynda Fadel, un expert en ressources humaines et en recrutement de la société EmploiPartner, qui nous expliqua que les étudiants pourront accéder à ces facilités de recrutement gratuit en sollicitant l'assistance de cet organisme, et, partant, ils seront orientés, aidés et accompagnés dans leur choix et selon leurs spécialités, cela, jusqu'à l'aboutissement définitif de leur dossier de recrutement.

Houari Larbi

RELIZANE

La RN90 bloquée par les villageois de Zeboudja

La localité de Zeboudja, une commune relevant de la daïra de Aïn Tarik, a été complètement paralysée, hier. La ville des monts de l'Ouarsenis a été prise d'assaut par les protestataires pour le refus de la liste des 450 logements sociaux affichée, dès 09h00.

Cette réaction de la part des villageois de Zeboudja a bloqué la RN 90, reliant la wilaya de Relizane à celle de Tiaret via la daïra de Aïn Tarik. Le dispositif sécuritaire n'a pas dissuadé les habitants de leurs revendications. Des négociations ont eu lieu avec les responsables de la daïra, en vain. La population a demandé à ce que le chef de daïra s'explique sur la situation.

«Les conditions de vie au centre-ville sont aussi précaires que dans d'autres lieux : vétusté des bâtisses, pièces étroites pour les familles, étroitesse des ruelles, circulation impossible avec absence totale d'aires de stationnement...», a expliqué un sexagénaire. «Nous y vivons depuis des générations. Nous avons été oubliés depuis des lustres», a-t-il ajouté.

Comme d'autres sur le lieu devant le siège de la commune, les villageois regrettent d'en arriver là : «Nous ne voulions pas user de ces méthodes pour réclamer nos droits, notre citoyenneté nous en empêche», s'exclame un protestataire. Les villageois n'ont pas quitté les lieux et attendent le chef de daïra qui doit venir à leur rencontre.

A. Rahmane